

## Crise financière : la charia est-elle la solution ?

20/10/2008

La finance islamique et le capitalisme se différencient en deux points. D'une part, l'islam interdit en particulier la riba. Le mot, traduit généralement par usure ou intérêt signifie littéralement « augmentation » et fait référence à la spéculation. D'autre part, l'islam prône plutôt le partage équitable des risques et des bénéfices entre la banque et le client.

Aujourd'hui les banques offrent des produits islamiques connus également sous le nom de produits alternatifs tels que la "Ijara" (location, bail), la "Moucharaka" (participation) et la "Mourabaha" (gain partagé). La "Mourabaha" permet ainsi à l'entrepreneur de ne pas contracter de crédit avec taux d'intérêt: la banque achète les produits dont il a besoin, les lui livre et partage avec lui les bénéfices.

Aujourd'hui en 2008, il faut savoir qu'en l'espace d'une trentaine d'années, le nombre des institutions financières islamiques dans le monde a dépassé les 400. Elles sont réparties sur plus de 75 pays. La finance islamique est un marché qui est évalué à 700 milliards de dollars et qui croît entre 10 et 15% par an.

Certains pays essaient de l'intégrer à leur système bancaire : c'est le cas de la France. En juillet dernier, la ministre de l'Economie, Christine Lagarde avait déclaré à des investisseurs du Golfe venus à Paris pour un forum financier qu'elle avait demandé à son ministère « d'apporter les clarifications fiscales et juridiques nécessaires pour faciliter l'émission de sukuks » qui sont les obligations sans taux d'intérêt. Christine Lagarde a d'ailleurs été le tout premier ministre et le premier représentant de l'Etat français a avoué publiquement qu'elle était favorable au développement de la finance islamique. Il serait intéressant d'ajouter qu'un diplôme d'université de finance islamique de niveau bac+5 existe à Strasbourg. C'est ainsi une première en France. Ce diplôme permet aux étudiants d'accéder à des postes à responsabilité dans le domaine financier comme banquier, intermédiaire financier, membre de comité religieux -Sharia Board, juristes ou gestionnaire de fond dans divers organismes nationaux et internationaux.

Le pays en Europe, qui a une longueur d'avance et qui intègre la finance islamique dans son système bancaire est le Royaume-Uni. La première banque islamique a ouvert ses portes en 2004, l'Islamic Bank of Britain. Mais dans le reste du monde, la Malaisie et le Proche-Orient comme Dubaï et Bahreïn concentrent l'essentiel de l'activité. Les produits financiers islamiques servent de débouchés à l'afflux de pétrodollars.

Au Maroc, les « produits alternatifs » ont été lancés il y a un an maintenant. Mais ils ne connaissent pas un grand engouement auprès de la population. Le hic : le prix. Les clients des banques préfèrent les produits classiques qui sont beaucoup moins chers. En mars dernier, Bank Al Maghrib avait attribué ce manque d'engouement au manque de formation et à la lenteur dans l'harmonisation des règles dans tout le royaume.

Cependant certains théologiens et intellectuels musulmans gardent les pieds sur terre. Ils reconnaissent ouvertement que la finance islamique ne peut pas sauver le monde de la débâcle financière actuelle mais qu'elle peut, néanmoins apporter la solution à certains problèmes bancaires et à éviter une très grande prise de risque.

Farida Lamrani avec AFP  
Copyright Yabiladi.com

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1876>